

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Périgny, le 12/05/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Atelier Mécanique du Bassin**

Rue des Vosges  
Zone d'activité des Rivauds Nord  
17000 La Rochelle

Références : 0003104093/2025/219

Code AIOT : 0003104093

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement Atelier Mécanique du Bassin implanté Rue des Vosges Zone d'activité des Rivauds Nord 17000 La Rochelle. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Atelier Mécanique du Bassin
- Rue des Vosges Zone d'activité des Rivauds Nord 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0003104093
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ATELIER MÉCANIQUE DU BASSIN (AMB) est spécialisée dans la mécanique de précision, la découpe laser et la chaudronnerie. Elle intervient dans les domaines du nautisme, de l'industrie chimique, du matériel hospitalier, de l'agro-alimentaire, de l'architecture et de la décoration. Dans le cadre de ses activités de fabrication de pièces en inox, elle dispose d'un atelier de traitement de surface pour les opérations de polissage électrolytique et passivation.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque toxique

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/07/2024, article Décret n°2024-667	Demande d'action corrective	6 mois
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Point 2.7 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 4.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	2 mois
4	Air - Odeurs	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 6.1 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au dépôt d'un premier dossier de demande d'enregistrement qui n'a pas abouti, l'exploitant doit régulariser la situation administrative de son site en transmettant au préfet un nouveau dossier de demande d'enregistrement pour son activité de traitement de surface.

Il doit mettre en place des actions correctives sur les points suivants :

- vérification périodique des installations électriques,
- moyens de lutte contre l'incendie,
- auto surveillance des rejets atmosphériques.

La visite a permis d'échanger avec l'exploitant sur les aménagements sollicités et les justifications et compléments à apporter sur les différentes demandes d'aménagement pour que le dossier puisse être considéré recevable ; notamment sur les moyens et les conditions de mise en œuvre de la défense incendie du site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/07/2024, article Décret n°2024-667
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Actualisation de la situation administrative du site
<b>Constats :</b>  L'entreprise ATELIER MÉCANIQUE DU BASSIN (AMB) est spécialisée dans la mécanique de précision, la découpe laser et la chaudronnerie. Elle intervient dans les domaines du nautisme, de l'industrie chimique, du matériel hospitalier, de l'agro-alimentaire, de l'architecture et de la décoration. Suite au transfert de ses activités (autrefois exercées au niveau de la plate-forme nautique du port de La Rochelle en 2018), le site a fait l'objet d'une déclaration initiale ICPE (Preuve de dépôt n°A-B-ABHA6WMZY du 10 octobre 2018) relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2560 (travail mécanique des métaux) : puissance déclarée de 432 kW (DC),</li><li>- 2565 (Traitement de surface) : volume des bains déclaré de 1500 litres (DC).</li></ul> En janvier 2021, la société ATELIER MÉCANIQUE DU BASSIN a déposé aux services de la préfecture un dossier de demande d'enregistrement, pour l'augmentation de la capacité de son activité de traitement de surface au titre de la rubrique 2565. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments par l'inspection (rapport du 3 mars 2021 aux services de la préfecture) afin que le dossier puisse être jugé recevable. Depuis cette date, les compléments demandés n'ont pas été fournis par l'exploitant.  Depuis cette date, l'exploitant indique avoir réalisé quelques modifications lors de son projet initial et souhaite régulariser sa situation administrative.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au vu des délais importants sur la fourniture des compléments et de l'évolution de la réglementation et des procédures, il est demandé à l'exploitant de redéposer dans un délai de 6 mois et selon les nouvelles procédures, un nouveau dossier d'enregistrement actualisé qui annule et remplace le précédent, en intégrant les modifications du projet initial ainsi que les compléments demandés précédemment, conformément aux dispositions des articles L.512-7-1 et R.512-46-3 et suivants du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article Point 2.7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.  Objet du contrôle : - présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir à l'inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques du site avec le compte rendu Q18. L'exploitant a transmis à l'inspection un contrat de prestation de service (document Ref : n° 22166556 / 1 du 27/01/2022 non signé) avec l'organisme APAVE pour les vérifications des installations électriques et des appareils de levage. Il s'est engagé à réaliser la vérification en avril 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant s'assure que les installations électriques du site font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme agréé et transmet à l'inspection le dernier rapport de vérification accompagné du compte rendu Q18. Dans le cas contraire, il fait réaliser la vérification annuelle des installations électriques de son établissement par un organisme agréé et transmet à l'inspection le rapport de vérification accompagné du compte rendu Q18 dans un délai de 2 mois.  En cas de non-conformités constatées suite à la vérification électrique, l'exploitant réalise les travaux nécessaires visant à lever l'ensemble des observations relevées dans les rapports de vérifications électriques des installations et en assure la traçabilité. Il met en conformité les anomalies électriques pouvant générer un risque d'incendie ou d'explosion dans un délai n'excédant pas 1 mois suivant la date de la dernière vérification des installations électriques et solde les autres anomalies sous un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 4.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes..., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;</li><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li><li>• d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.</li></ul> Ces dispositifs doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>• présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>• implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ;</li><li>• présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ;</li><li>• présence de plans de locaux ;</li><li>• présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an ;</li><li>• présence d'une réserve de sable meuble et sec supérieure à 100 litres et des pelles.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'installation est dotée des moyens de lutte contre l'incendie suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup> en bache souple.</li></ul> Selon la base Hydraclis du SDIS17, cette réserve (ref : A17300.1016) a fait l'objet d'une reconnaissance opérationnelle par les services d'incendie et de secours le 27/02/2025. Le jour de la visite plusieurs anomalies ont été constatées (végétation gênante, présence d'obstacles et de matériels au niveau de la zone de circulation et de stationnement, signalisation manquante) caractérisant celle-ci en emploi restreint en l'état. La présence du SDIS17 a permis de déterminer les conditions de circulation et d'accès à cette réserve ainsi que le positionnement de l'aire de mise en station des engins de lutte contre l'incendie. <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 poteau d'incendie rue des Vosges à proximité de l'entrée du site.</li></ul> La plateforme Hydraclis recensant tous les points d'eau incendie fait état de la présence de ce poteau incendie (ref : P17300.0021 avec dernière reconnaissance opérationnelle du 03/03/2023 avec un débit indiqué de 57 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar). <ul style="list-style-type: none"><li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et sur les aires extérieures.</li></ul> Selon la notification sur le registre de sécurité, la dernière vérification des extincteurs a été

réalisée le 03/09/2024 par la société SAVPRO Grand Ouest. L'exploitant indique qu'aucun rapport de vérification n'a été fourni par la société de contrôle.

Sur le terrain, l'inspection a procédé, par sondage, sur certains extincteurs à la vérification de l'étiquetage par l'organisme de contrôle de la date effective du dernier contrôle annuel. L'ensemble des extincteurs contrôlés disposaient de l'étiquette de marquage spécifiant le contrôle annuel de septembre 2024.

La visite a permis de constater la présence de matériels à proximité de certains extincteurs pouvant gêner l'accès à ces équipements.

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours (appel téléphonique).
- Le site ne dispose pas de réserve de produits absorbants ni de sable meuble d'un volume d'au moins 100 litres.
- 
- L'exploitant dispose d'un plan du site avec la localisation des différentes activités. Ce plan doit être complété avec notamment la nature du risque en fonction de chaque activité (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques, risque électrique...). Ce recensement doit être réalisé et formalisé sur le plan pour chacune des parties de l'installation susceptible d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ainsi que les sources d'électrification.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant actualise et complète les plans relatifs à son établissement avec les informations mentionnées ci-avant.

En fonction de l'actualisation du recensement des différents risques liés aux activités de l'établissement, l'exploitant met en place une signalisation adéquate au niveau des zones concernées.

Il matérialise l'aire de mise en station des engins de lutte contre l'incendie des services du SDIS, l'indique sur plan et formalise, par un affichage, l'interdiction de stationnement de véhicules autres que ceux dédiés à la lutte contre l'incendie à proximité de cette réserve.

Il veille à ce que cette zone soit constamment dégagée de tout obstacle et matériel pouvant gêner la circulation ou les manœuvres des engins des services d'incendie et de secours.

Il s'assure de laisser libre en permanence l'accès aux différents extincteurs présents sur le site et demande à la société en charge de la vérification annuelle des extincteurs de formaliser le détail de la vérification des différents équipements contrôlés dans un rapport.

L'exploitant se dote de réserves suffisantes de produits ou de matières consommables pour assurer la protection de l'environnement (produits absorbants, produits de neutralisation...) en cas de déversement accidentel de substances dangereuses ou toxiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Air - Odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 6.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captage et épuration des rejets à l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières, vésicules ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions, notamment les ateliers susceptibles d'émettre du chrome à l'atmosphère. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables.</p> <p>Le cas échéant, des systèmes séparatifs de captation et de traitement sont réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles. Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).</p> <p>Les effluents issus des dispositifs de captation et d'épuration (dévésiculeurs, laveurs...) doivent être traités conformément au point 5.7. L'exploitant s'assure régulièrement de l'efficacité de la captation, de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs, ainsi que du bon fonctionnement des installations d'épuration éventuelles.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- présence et bon état des dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions (le nonrespect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</li><li>- présence d'orifices obturables et accessibles ;</li><li>- traitement des effluents issus des dispositifs de captation et d'épuration.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les 2 bains de traitement de surface (polissage électrolytique et passivation) sont équipés d'un dispositif d'aspiration, relié à un réseau en PPH (polypropylène homopolymère haute densité) et à cheminée de 10 mètres en toiture permettant de collecter et canaliser les émissions.</p> <p>L'exploitant indique que son installation de rejet n'est pas équipée de dispositif d'épuration. Il indique qu'une analyse des rejets va être réalisée prochainement par APAVE (présentation du devis pour le contrôle des rejets atmosphériques du 27/02/2025).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé, une analyse des rejets atmosphériques de son installation de traitement de surface sur les paramètres représentatifs des produits utilisés. Une fois réalisée, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de contrôle accompagné le cas échéant de commentaires sur l'analyse des conclusions.</p> <p>Ce rapport d'analyse pourra utilement être associé au dossier de demande d'enregistrement afin de justifier du respect des valeurs limites d'émission (VLE) et de la non nécessité d'un dispositif d'épuration des rejets atmosphériques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois